



**C\_2016\_046**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Direction Générale des Services

*L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

Objet de la délibération:  
**Schéma  
Départemental de  
Coopération  
Intercommunale du  
Var : avis de la  
Communauté  
d'Agglomération  
Dracénoise**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : **24 MAI 2016**

**Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982**

Après une phase d'élaboration et de concertation du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI), Monsieur le Préfet du Var a transmis son projet de schéma amendé aux collectivités et groupements intercommunaux du département.

La phase de mise en œuvre du schéma est donc désormais effective.

Dans ce cadre, Monsieur le Préfet du Var a notifié à la Communauté d'Agglomération Dracénoise un arrêté préfectoral du 31 mars 2016 portant projet du périmètre communautaire étendu aux communes de Bargème, La Bastide, Comps-sur-Artuby et La Roque-Esclapon.

Cette proposition d'extension fait suite à l'adoption d'un amendement au SDCI, adopté en séance de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale le 17 mars 2016, intégrant les 4 communes susvisées au périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Il est rappelé que les communes de La Bastide, Bargème et Comps-sur-Artuby, intégrées à la Communauté de Communes Artuby-Verdon vouée à disparaître, ont manifesté leur volonté, à travers l'adoption de délibérations, de rejoindre la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Ainsi, un amendement au SDCI a été adopté en ce sens, la commune de La Roque-Esclapon étant également intégrée à la Communauté d'Agglomération Dracénoise au titre de la continuité territoriale.

L'avis du Conseil d'agglomération, ainsi que des Conseils municipaux des communes incluses dans le projet, est sollicité sur cette extension de périmètre. Il doit être rendu dans un délai de 75 jours à compter de la notification de l'arrêté. A défaut de délibération dans ce délai, il est réputé favorable.

Au terme de cette consultation, Monsieur le Préfet du Var prononcera par arrêté l'extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, si les conditions de majorité qualifiée sont réunies.

A défaut d'accord, il disposera encore de la faculté de « passer-outre » le refus, en saisissant à nouveau la Commission Départementale de Coopération Intercommunale qui disposera d'un mois pour rendre son avis. En tout état de cause, les arrêtés définitifs de périmètre seront adoptés avant le 31 décembre 2016, pour une prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En conséquence, au vu de l'avis de la Commission mixte « Administration générale et Communication » et « Modernisation de l'action publique - Relations citoyennes - Conseil de développement » réunie le 11 mai 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet de périmètre de la Communauté d'Agglomération Dracénoise étendu aux communes de Bargème, La Bastide, Comps-sur-Artuby et La Roque-Esclapon ;
- autoriser Monsieur le Président à effectuer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C\_2016\_046-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 39 voix pour  
19 abstention(s) :

Liliane BOYER, Richard STRAMBIO, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO,  
Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Sylvie FRANCIN, Alain HAINAUT,  
Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, André  
MENET, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Sylvain SENES, Alain VIGIER  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.